



AMBASSADE DE SUISSE
EN BELGIQUE

BRUXELLES 4, le 4 décembre 1961.
16, Rue Guimard

Réf. :

C o n f i d e n t i e l .

RAPPORT POLITIQUE No 13.

Monsieur le Conseiller fédéral F. W a h l e n,
Président de la Confédération,
B e r n e .

Problème congolais.

Entretien avec l'Ambassadeur ROTHSCHILD,
Chef de Cabinet de M. P. - H. SPAAK.

Monsieur le Président de la Confédération,

Mon interlocuteur, qui avait accompagné le Ministre des Affaires étrangères à New-York, me dit que M. Spaak a été très déçu de l'attitude de M. Stevenson lors des discussions sur le Congo. Le veto soviétique aux amendements proposés n'a provoqué chez le représentant des Etats-Unis qu'une réaction très molle, assurant ainsi aux Russes une victoire facile. Pourtant M. Rothschild me dit que le Gouvernement américain, à teneur d'un télégramme qui venait d'arriver de Washington au moment de ma visite, commence à se rendre compte du danger que constitue la résolution votée et qu'il manifeste, mais un peu tard, son souci de voir trouver une solution qui éviterait l'emploi de la force pour venir à bout de la sécession katangaise. Mon interlocuteur ajoute qu'il est très difficile de savoir comment le nouveau Secrétaire général entend exécuter sa mission. M. U Thant est en possession d'un véritable blanc-seing, mais il reste énigmatique sur l'usage qu'il



en fera, malgré tous les efforts que M. Spaak et Lord Home ont déployés pour lui faire préciser ses intentions.

Les Britanniques, de leur côté, se montrent très préoccupés de l'état de choses qui se crée en Afrique centrale, au Katanga en particulier. M. Spaak était hier à Londres, Rothschild l'accompagnait, et ses entretiens avec Lord Home ont porté essentiellement sur le moyen à employer pour éviter une nouvelle détérioration de la situation. Celui qui est envisagé serait de trouver un médiateur entre Léopoldville et Elisabethville et les noms de plusieurs leaders africains à tendances modérées (Hauphouet-Boigny, Senghor, Fulbert Youlou ou Philibert Tsirana) ont été avancés. M. Spaak serait favorable au choix du Président malgache, puisque la conférence de Tananarive avait permis à l'époque d'aboutir à des résultats positifs.

En tout état de cause, le but est d'arriver à une consultation entre Tschombé et Adoula avant que les Nations-Unies n'aient entrepris une nouvelle action militaire au Katanga. Une telle action, de l'avis de M. Spaak, se traduirait, qu'elle échoue comme la première fois ou qu'elle réussisse, par un même résultat désastreux, à savoir l'instauration du chaos au sein du Katanga. On en arriverait ainsi à rééditer ce qui s'est passé ailleurs au Congo, notamment au Kivu, où, sous les yeux de contingents onusiens isolés, apeurés et sans autorité, les factions indigènes ennemies se livrent entre elles une guérilla sanglante en menaçant la vie des Européens qui, au Katanga, sont encore au nombre de 20.000 au moins, dont 15.000 Belges.

Mon interlocuteur a abordé ensuite le problème des mercenaires du Katanga et celui des conseillers politiques qui gravitent autour de Tschombé. Il déplore l'activité

- 3 -

de la plupart de ces conseillers, dont quelques uns sont des Belges, des colons plus particulièrement, mais qui, pour la plupart, sont des étrangers (il y aurait entre autres un Suisse, qui exercerait sur le Président katangais une influence fâcheuse). De l'avis de l'Ambassadeur Rothschild, qui, je le rappelle, fut au lendemain de l'indépendance délégué de la Belgique auprès du Gouvernement katangais, cette question des conseillers sera toujours difficile à résoudre. La notion même de conseiller ne correspond plus actuellement à Elisabethville à une définition précise. M. Tschombé a pris l'habitude de consulter un peu tout le monde et, bien souvent, des personnes qui ne font pas partie de son entourage officiel. C'est pourquoi, selon les dires du Chef du Cabinet de M. Spaak, le Président du Katanga, tiraillé entre des avis divergents, hésite et se dérobe fréquemment aux décisions qu'il vient de prendre. Comme exemple de ce qui précède, l'Ambassadeur Rothschild me cite trois télégrammes de Tschombé, qui arrivèrent presque simultanément à New-York au cours de la dernière réunion du Conseil de Sécurité. Le premier s'opposait à toutes négociations avec Léopoldville, le second en acceptait le principe et le troisième le rejetait à nouveau. Comment peut-on, dans ces conditions, me déclara mon interlocuteur, espérer bâtir une politique de conciliation?

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma plus haute considération.



Robert MAURICE